

[Text]

projected assumptions are made, because it seems to me that the amount of revenue the government will collect, of course, must depend on the amount of economic activity taking place in the trade or profession affected by the additional tax burden. I should like to hear your comments on that. In other words, you project \$1.1 billion on the CCA, presumably, on certain assumptions but, if the economic activity—as has happened over the last six months or so—declines, then what happens to those projections and what state are you left in? If the activity takes place, the government does not get the revenue and the government has then to borrow the additional revenue, which it looks at though it may be to do. What thoughts have you on that?

Mr. Short: Mr. Chairman, although it might sound trite, I must say that, quite clearly, assumptions are made concerning the level of economic activity at the time when revenue projections are made. To the extent that those projections are not made, the revenue implications alter.

This is not an area in which I have direct concern; there are others in the Department of Finance who occupy themselves with these matters. I am not in possession of the figures that would arise based on different assumptions.

Senator McIlraith: Before proceeding to the question I started to raise earlier, I want to clarify a couple of points.

I think Mr. Short suggested that I was concerned with the adequacy of the definition covering daily leasing agencies as distinct from long-term leasing agencies. That was not my concern. I was satisfied that you had distinguished well enough between the two groups. My concern was rather that no distinction at all should be made and that the possible result of making a distinction might be to distort the car leasing industry rather badly. Having clarified that, I want to move to another point.

In the budget papers there is a figure of \$1.1 billion as the prospective revenue to be produced by this change in the CCA. That includes all capital cost allowances on every kind of item—that is, items that are depreciable immediately and in two-year terms and in very long terms, and so on, and at varying rates. Is it possible for you to bring to us the part of that figure that is made up from the change being made in the car leasing business?

The Chairman: I ask Mr. Poddar for that, and my question is contained in the transcript. He undertook to provide it. I have asked him several times since then and have told him that I am waiting for it. He tells me he has not done this yet.

Mr. Short: Mr. Chairman, if I may, when Mr. Poddar learned I was coming, he asked me to provide you with the figures should you ask for them.

[Traduction]

parce qu'il me semble que le montant des recettes que le gouvernement percevra doit évidemment dépendre de la conjoncture économique dans les secteurs ou les professions qui seront touchés par un fardeau fiscal supplémentaire. J'aimerais connaître votre position à ce sujet. En d'autres mots, vous prévoyez percevoir un montant de 1.1 milliard de dollars de la déduction pour amortissement en fonction probablement de certaines hypothèses, mais si l'économie—comme c'est arrivé au cours des six derniers mois—subit un ralentissement, qu'arrive-t-il à toutes ces hypothèses et que vous reste-t-il? Si tel est le cas, le gouvernement n'obtiendra pas les sommes prévues et il lui faudra alors emprunter les fonds supplémentaires. Quel est votre avis?

M. Short: Monsieur le président, même si cela doit sembler banal, je dois dire qu'il est certain que des hypothèses sont formulées au sujet de l'activité économique au moment où les prévisions de recettes sont établies. Dans la mesure où de telles hypothèses ne sont pas formulées, les prévisions en matière de recettes fiscales sont modifiées.

Ce n'est pas un domaine que je connais personnellement. D'autres personnes au sein du ministère se préoccupent de ces questions. Je ne possède pas les chiffres qui découlent de différentes hypothèses.

Le sénateur McIlraith: Avant d'aborder la question que j'ai mentionnée plus tôt, je voudrais préciser certains points.

Je pense que M. Short a déclaré que je mettais en doute la validité de la définition qui établit une distinction entre les agences de location à court terme et les sociétés de crédit-bail. Ce n'était pas ma préoccupation. Je suis convaincu que votre définition établit une distinction très claire entre les deux genres d'entreprises. Je voulais simplement dire qu'à mon avis il ne devrait pas y avoir de distinction du tout et que cette distinction ne sert qu'à établir une inégalité dans l'industrie de la location d'automobiles. Ayant établi cette précision, je passerais maintenant à une autre question.

Dans les documents budgétaires, il est fait mention du chiffre de 1.1 milliard de dollars quant aux recettes prévues à la suite de la modification apportée à la déduction pour amortissement. Elle comprend toutes les déductions pour amortissement applicables à toutes les catégories de biens, soit les biens qui se déprécient immédiatement, à moyen terme ou à long terme et à des taux variables. Vous est-il possible de nous donner le chiffre qui s'applique à la modification apportée à la déduction pour amortissement en ce qui concerne la location des automobiles?

Le président: J'ai posé cette question à M. Poddar et elle est inscrite aux délibérations. Il a accepté de nous fournir cette réponse. Je le lui ai demandé plusieurs fois depuis lors et je l'attends toujours. Il m'a répondu que les chiffres n'étaient pas encore disponibles.

M. Short: Monsieur le président, si vous le permettez, lorsque M. Poddar a appris que je devais comparaître devant vous, il m'a demandé de vous fournir ces chiffres, si vous en faisiez la demande.